

Chômage : le péril jeune

par Anne-Sophie Lechevallier

Economie. Les indicateurs repartent dans le rouge, les moins de 25 ans sont les premières victimes.

TAUX DE CHÔMAGE DES MOINS DE 25 ANS EN 2007*

Pays-Bas	5,9
Japon	7,7
Danemark	7,9
Irlande	9,1
Etats-Unis	10,5
Allemagne	11,1
Royaume-Uni	14,3
Union européenne	15,3
Espagne	18,2
Belgique	18,8
Suède	19,1
France	19,4
Italie	20,3

* En pourcentage de la population active
Source : Eurostat

La baisse, c'est fini ! Au premier trimestre, le taux de chômage s'est élevé à 7,2 % de la population active, selon l'Insee. Depuis, les indicateurs passent au rouge. Tout en annonçant les prémices d'une récession au second trimestre, l'Institut vient de dévoiler que, pour la première fois depuis 2003, notre économie a détruit davantage d'emplois salariés qu'elle n'en a créé. Ce qui confirme les statistiques du ministère de l'Emploi. Le nombre de demandeurs d'emploi à l'ANPE augmente de nouveau, mais à un rythme modéré (+ 0,3% en mai, + 0,2% en juin). Sauf que, comme à chaque début de retournement de conjoncture, les jeunes sont les premiers à être touchés. Et durement. Le nombre des inscrits âgés de moins de 25 ans a bondi de 6,2 % depuis le début de l'année !

Le ralentissement de l'intérim frappe de plein fouet cette partie de la population, considérée comme la plus fragile. Ce secteur, thermomètre des évolutions du marché du travail, a vu son nombre d'intérimaires chuter de 6,5 % en juin dernier par rapport à juin 2007, selon les relevés de l'Unedic. « Or, un tiers d'entre eux ont moins de 25 ans, alors que cette classe d'âge ne représente que 9 % de la

population active occupée », détaille Abdel Aïssou, directeur général délégué de Vedior France, numéro deux mondial. Plus le contexte économique se dégrade, moins les employeurs ont recours au travail précaire. Les contrats à durée déterminée (CDD) et les missions d'intérim permettent, en effet, de faire face aux pics de production. « Faute de commandes, les entreprises ont tendance à moins donner leur chance aux jeunes débutants », poursuit Abdel Aïssou. La machine commence à se gripper. Parmi les moins de 25 ans dotés d'un emploi pérenne, 54 % ont déjà travaillé en intérim (enquête BVA de 2006). Par conséquent, si l'accès à celui-ci se restreint, l'insertion dans le monde professionnel deviendra plus ardue, en particulier pour les moins qualifiés.

VENTE, ALIMENTATION ET BTP SONT LES SECTEURS LES PLUS CONCERNES

Certains métiers souffrent particulièrement. Alors que, fin juin, les jeunes représentent en moyenne 16,5 % des demandeurs d'emploi, ils comptent pour 31 % des inscrits à l'ANPE dans la catégorie personnel de vente, pour 30,5 % de ceux en alimentation, pour 25 % de ceux du second œuvre (électriciens, peintres...), pour 22 % du contingent du gros œuvre et des travaux publics... « La construction, secteur habitué aux pénuries de main-d'œuvre, subit les conséquences de l'inflation des matières premières. Mais tout le territoire n'est pas atteint de manière homogène : les bassins d'emploi où entreprises, enseignes d'intérim et pouvoirs publics travaillent ensemble résistent mieux aux aléas conjoncturels », ajoute Abdel Aïssou.

A l'INSEE, Elise Coudin et Corinne Prost, respectivement chargée d'études et chef de la division emploi, sont moins alarmistes : « Le taux de chômage des jeunes n'est pas trop préoccupant. Leur mobilité professionnelle se révèle bien plus importante que celles des autres classes d'âge. Les moins de 25 ans font des allers et retours sur le marché du travail et peuvent, par exemple, retarder le terme de leurs études – en moyenne ils les arrêtent à 21 ans – si la situation se dégrade. »

Pourquoi la France se classe-t-elle si mal par rapport à ses voisins en matière d'emploi des jeunes (voir tableau ci-dessus) ? « D'une part, l'alternance est beaucoup plus développée dans de nombreux autres pays, avance Abdel Aïssou. Cette méthode de formation confère aux apprentis une expérience à même de rassurer et de convaincre les entreprises. D'autre part, un très grand nombre de jeunes sortent du système scolaire français sans aucune qualification. » La formation reste la solution pour lutter contre le chômage.